

Unité départementale de la Manche
477 Boulevard de la Dollée
BP 70271
50001 SAINT-LÔ

SAINT-LÔ, le 19/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VALOR SERVICES

Mortrie
50220 Ducey-Les Chéris

Références : 2030-810
Code AIOT : 0003900589

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2023 dans l'établissement VALOR SERVICES implanté Grand Champ 50220 Ducey-Les Chéris. L'inspection a été annoncée le 26/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALOR SERVICES
- Grand Champ 50220 Ducey-Les Chéris
- Code AIOT : 0003900589
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société VALOR SERVICES exploite un casier de stockage de déchets de plâtre autorisé par arrêté préfectoral du 21/08/2017.

L'absence de barrière de sécurité active au fond du casier et le risque de pollution des eaux

souterraines ont conduit à cesser l'exploitation du casier fin 2021 et à envisager une couverture étanche définitive. Les travaux ont commencé au printemps 2023.

L'inspection du 28/11/2023 a permis de constater sur le terrain la mise en place de cette couverture.

Cette visite a également été l'occasion d'aborder le suivi post-exploitation des eaux souterraines.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Couverture du casier de stockage de déchets de plâtre
- Surveillance des eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|------------------------------------|--|--|-----------------------|
| 1 | Clôture du site | Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 27 | Lettre de suite préfectorale | 90 jours |
| 7 | Plan des réseaux d'eaux pluviales | Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 13 | Lettre de suite préfectorale | 90 jours |
| 9 | Protection des piézomètres | Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 25.1.1 | Lettre de suite préfectorale | 90 jours |
| 10 | Surveillance des eaux souterraines | Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 25.1.1 | Lettre de suite préfectorale | 90 jours |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 2 | Couverture du casier - Mémoire descriptif des travaux | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 35 | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| 3 | Couverture du casier - Mise en place de la couverture finale | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 35 | Sans objet |
| 4 | Couverture du casier - Travaux de revégétalisation | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 35 | Sans objet |
| 5 | Couverture du casier - Pente | Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 27 | Sans objet |
| 6 | Collecte et rejet des eaux pluviales | Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 24.7 | Sans objet |
| 8 | Surveillance des eaux de ruissellement | Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 24.7 et 25 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux de couverture étanche du casier, qui avaient été reportés, ont effectivement été réalisés en 2023, comme demandé lors de l'inspection du 30/01/2023.

L'exploitant doit maintenant se conformer à l'arrêté préfectoral concernant les analyses des eaux (en particulier souterraines) et effectuer un suivi des paramètres mesurés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Clôture du site

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 27 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Clôture du site |
| Prescription contrôlée : A la fin de la période d'exploitation [...]. La clôture du site est maintenue pendant au moins 10 ans. A l'issue de cette période, les moyens nécessaires au suivi du site doivent cependant rester protégés des intrusions [...]. |
| Constats : Dans sa partie ouest, le site est séparé de la route par un talus surmonté d'arbres et de végétaux. Au nord et à l'est, une clôture sépare le site des parcelles agricoles voisines. Il n'y a pas de clôture séparant le site de la parcelle située au sud, appartenant à un autre propriétaire. |
| Observations : Il est demandé à l'exploitant d'installer une clôture pour délimiter la parcelle du casier et celle située au sud, sous un délai de 3 mois. |

| |
|---|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 90jours |

N° 2 : Couverture du casier - Mémoire descriptif des travaux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 35 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Couverture du casier - Mémoire descriptif des travaux |
| Prescription contrôlée : Au plus tard six mois après la mise en place de la couverture finale d'un casier, l'exploitant confirme l'exécution des travaux et transmet au préfet le plan topographique de l'installation et un mémoire descriptif des travaux réalisés. |
| Constats : Les travaux de couverture finale du casier de plâtre ont été réalisés entre avril et juillet 2023. Le dossier de réception de travaux de la couverture du casier de plâtre a été transmis le 22/11/23 à l'inspection des installations classées, dans le délai imparti de 6 mois. Il comprend en particulier un relevé topographique effectué après la mise en place de la couverture et un descriptif des travaux réalisés correspondant au programme initial transmis le 22/02/2023. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Couverture du casier - Mise en place de la couverture finale

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 35 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Couverture du casier - Mise en place de la couverture finale |
| Prescription contrôlée : La couverture finale est composée, du bas vers le haut de : - une couche d'étanchéité ; - une couche de drainage des eaux de ruissellement composée de matériaux naturels d'une épaisseur minimale de 0,5 mètre ou de géosynthétiques ; - une couche de terre de revêtement d'une épaisseur minimale d'un mètre. L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de l'épaisseur et de la perméabilité de la couverture finale. Ce programme, valable pour l'ensemble des futures surfaces à couvrir, spécifie le tiers indépendant de l'exploitant pour la détermination de ce coefficient de perméabilité et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues. [...] Si la couche d'étanchéité est une géomembrane, l'exploitant justifie de la mise en œuvre de bonnes pratiques en termes de pose pour assurer son efficacité. [...] Les dispositions de cet article peuvent être adaptées par le préfet sur demande de l'exploitant, sous réserve que les dispositions constructives prévues garantissent une efficacité équivalente à celle qui résulte de la mise en œuvre des prescriptions de cet article. En tout état de cause, la somme de l'épaisseur de la couche de drainage des eaux de ruissellement et de celle de la couche de terre de revêtement est supérieure à 0,8 mètre. |
| Constats : La couverture finale retenue est composée du bas vers le haut de : - une couche de 50 cm de matériaux de fermeture inertes de perméabilité inférieure à 10 ⁻⁶ m/s (déjà présents sur le site) ; - un géotextile antipoinçonnant 500 g/m ² ; - une géomembrane PEHD 2 mm certifiée ASQUAL ; |

| |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - un géocomposite de drainage permettant d'évacuer les eaux de la couverture vers les fossés périphériques ; - une couche de 50 cm de terre végétalisable (déjà présente sur le site). <p>Les travaux sont réalisés par les entreprises MONGODIN TP pour le terrassement et GALOPIN pour l'étanchéité par géosynthétiques.</p> <p>L'exploitant a fait appel au tiers indépendant GEOLOGIK ENVIRONNEMENT (et son sous-traitant AGIR) pour réaliser les essais de perméabilité et contrôler la mise en œuvre de la géomembrane. Celui-ci rend un avis favorable à propos de la conformité aux objectifs fixés.</p> <p>La visite de terrain a permis de constater la mise en place de la couverture finale du casier.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Couverture du casier - Travaux de revégétalisation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 35 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Couverture du casier - Travaux de revégétalisation |
| Prescription contrôlée : Les travaux de revégétalisation sont engagés dès l'achèvement des travaux de mise en place de la couverture finale, selon les modalités décrites par l'arrêté préfectoral d'autorisation. La flore utilisée est autochtone et non envahissante, elle permet de maintenir l'intégrité de la couche d'étanchéité, notamment avec un enracinement compatible avec l'épaisseur de la couche de terre de revêtement et l'usage futur du site. |
| Constats : Les travaux de revégétalisation ont bien été engagés. Un gazon a été planté sur toute la surface de couverture du casier. |
| Observations : L'exploitant devra entretenir régulièrement le site afin de maintenir l'intégrité de la couche d'étanchéité et éviter le développement spontané de végétaux racinaires. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Couverture du casier - Pente

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 27 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Couverture du casier - Pente |
| Prescription contrôlée : La couverture finale du casier est réalisée avec des matériaux argileux présent sur le site. Ils seront régalez sur le site sur une hauteur de 1 mètre minimum et de manière à créer des pentes de 6 % nécessaires à l'écoulement des eaux pluviales en périphérie du casier. |
| Constats : Le bureau d'étude GINGER BURGEAP a fourni des éléments (plan, volume estimé, photos) concernant la présence sur le site des matériaux en quantité suffisante pour réaliser la couverture du casier sans apport externe. La pente de 6 %, ainsi que les épaisseurs de la couche de fermeture (50 cm) et de terre végétalisable (50 cm) ont fait l'objet de relevés topographiques par l'entreprise de contrôle tiers ALPHA GEOID. Ceux-ci ne montrent pas de non conformité. La visite de terrain a permis de constater une pente permettant l'écoulement des eaux pluviales. |
| Observations : Il est demandé à l'exploitant de procéder à un nouveau relevé topographique dans un an pour |

| |
|---|
| vérifier la stabilité de la couverture et prévenir un éventuel tassement. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Collecte et rejet des eaux pluviales

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 24.7 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Collecte et rejet des eaux pluviales |
| Prescription contrôlée : Les eaux pluviales ruisselant sur la couverture (intermédiaire ou définitive) du massif de déchets, et de façon générale toutes les eaux qui ne sont pas en contact direct avec les déchets mais ruisselant sur l'emprise du stockage, sont collectées dans un fossé périphérique au dépôt et acheminées gravitairement vers un bassin d'infiltration. |
| Constats : Un fossé périphérique est effectivement présent tout autour de la couverture du casier. Il est recouvert par la géomembrane dépassant sur les flancs du casier. Le bon écoulement des eaux vers le bassin d'infiltration est observé. Ce dernier est sécurisé (clôture, portillon, signalisation, bouée). Suite aux importantes précipitations, il est constaté le ravinement d'un bord du bassin. |
| Observations : L'exploitant doit intervenir afin de combler et stabiliser le côté du bassin d'infiltration. Un entretien régulier des fossés périphériques devra être effectué afin de prévenir les obstructions. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : Plan des réseaux d'eaux pluviales

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 13 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux d'eaux pluviales |
| Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : [...] <ul style="list-style-type: none"> - les plans tenus à jour [...] |
| Constats : L'exploitant n'a pas actualisé le plan des réseaux d'eaux à la suite des travaux de recouverture définitive du casier. |
| Observations : L'exploitant doit actualiser dans un délai de 3 mois le plan des réseaux d'eaux, indiquant en particulier l'emplacement des trois piézomètres. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 90jours |

N° 8 : Surveillance des eaux de ruissellement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 24.7 et 25 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux de ruissellement |

| |
|---|
| <p>Prescription contrôlée : Avant rejet dans le bassin d'infiltration, les eaux pluviales collectées dans le fossé périphérique doivent respecter les normes définies ci-après : [...]</p> <p>Les contrôles sont réalisés selon la périodicité définie à l'annexe V de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié susvisé, c'est à dire trimestriellement en phase d'exploitation et semestriellement en phase de post-exploitation.</p> |
| <p>Constats : Les analyses des eaux pluviales avant rejet dans le bassin d'infiltration sont actuellement réalisées tous les six mois. L'arrêté préfectoral dresse la liste des paramètres à suivre. Deux paramètres ne sont pas mesurés dans les analyses actuelles (métaux totaux et cadmium). Les analyses d'octobre 2023 montrent un dépassement pour la DCO (59 mg/L) et les MES (37 mg/L). Cela pourrait s'expliquer par les mouvements et apports de matériaux qui ont eu lieu dans le cadre du chantier de couverture.</p> |
| <p>Observations : Il est demandé à l'exploitant de compléter la liste des paramètres à suivre à compter des prochaines analyses afin de se conformer à l'arrêté préfectoral. Les MES et la DCO seront en particulier à suivre.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 9 : Protection des piézomètres

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 25.1.1</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Protection des piézomètres</p> |
| <p>Prescription contrôlée : Ces puits sont réalisés conformément aux normes en vigueur ou, à défaut, aux bonnes pratiques (protégés contre les risques de détérioration, leur tête doit être étanche, etc.).</p> |
| <p>Constats : Le piézomètre 1 est numéroté. Il n'y a pas de margelle en ciment. L'espace annulaire entre la buse et le tube en PVC au niveau du sol est visible. L'étanchéité et la protection du piézomètre ne sont pas assurées. Le piézomètre 2 est protégé par un regard en béton fermé par un cadenas. L'exploitant n'a pas été en mesure d'ouvrir ce regard. A un mètre, se situe un deuxième puits avec un socle en ciment dont la tête ne semble pas étanche. Aucun marquage n'est présent pour identifier le piézomètre 2. Lors des précédentes analyses, le puits n°2 a été régulièrement constaté "à sec". Ceci soulève la question de savoir à quel endroit le prélèvement est effectué. Le piézomètre 3 possède un couvercle peint. Il ne possède pas de socle.</p> |
| <p>Observations : Il est demandé à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none"> - protéger chaque piézomètre (socle, peinture visible...) et s'assurer de l'étanchéité de la tête ; - indiquer le numéro du puits afin d'éviter le risque de confusion lors des prélèvements ; - assurer l'accès au piézomètre 2 (clé du cadenas) et procéder au comblement de l'autre puits si celui-ci est défectueux ou inutilisé. <p>Les piézomètres 1 et 2 sont situés sur des terrains n'appartenant pas à l'exploitant. Ce dernier doit s'assurer le maintien d'un accès pour pouvoir effectuer le suivi des eaux souterraines.</p> </p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |

| |
|---|
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 90jours |

N° 10 : Surveillance des eaux souterraines

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 25.1.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur l'ensemble de ces piézomètres, et préalablement au début de l'exploitation, il doit être procédé à une analyse de référence, portant sur les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH, potentiel d'oxydoréduction, résistivité ; - NO₂⁻, NO₃⁻, NH₄⁺, Cl⁻, S₂⁻, SO₃²⁻, SO₄²⁻, PO₄³⁻, K⁺, Na⁺, Ca²⁺, Mg²⁺, Mn²⁺, Ni, Sn, Fe, As, Se, Hg, Cd, Cr, Zn, Cu, Pb, Mn, DCO, DBO₅, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX, Cyanures ; - Coliformes fécaux, coliformes totaux, streptocoques fécaux, présence de salmonelles. <p>Des analyses sont ensuite réalisées sur ces mêmes paramètres tous les cinq ans.</p> <p>Enfin, des analyses intermédiaires sont réalisées deux fois par an sur des paramètres réduits mais comprenant au moins : pH, potentiel d'oxydoréduction, résistivité, métaux totaux, S₂⁻, SO₃²⁻, SO₄²⁻, COT et DCO.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Une analyse de référence sur les eaux souterraines (piézomètres 1,2 et 3) a été réalisée avant l'ouverture du casier, en 2013. Les analyses de 2018 et 2023 portant sur les mêmes paramètres n'ont pas été réalisées.</p> <p>Les analyses intermédiaires sont actuellement réalisées tous les six mois. Certains paramètres ne sont pas mesurés dans les analyses actuelles (métaux totaux, S₂⁻, SO₃²⁻).</p> <p>Les analyses de 2023 ont été fournies. Les teneurs en sulfates restent à des concentrations élevées comme les années précédentes (notamment 1284 mg/L en février et 619 mg/L en octobre).</p> <p>Ces résultats font penser à une possible confusion du laboratoire entre les piézomètres 2 et 3 pour l'analyse de février. Il faudra veiller à bien identifier les différents puits (cf. point de contrôle n°9).</p> |
| <p>Observations :</p> <p>L'exploitant doit procéder à l'analyse quinquennale et compléter la liste des paramètres à suivre à compter des prochaines analyses intermédiaires afin de se conformer à l'arrêté préfectoral.</p> <p>Suite aux échanges avec l'inspection des installations classées, l'exploitant a mis en place un tableau de suivi des résultats et s'engage à l'alerter en cas d'évolution défavorable d'un paramètre.</p> <p>Une attention particulière concernant les teneurs en sulfates est attendue, afin voir l'effet de la couverture étanche du casier.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 90jours |